

Le secrétaire communal assure le secrétariat et est chargé de la rédaction du procès-verbal.

Art. 11. Lorsque le scrutin est clos, il est procédé, séance tenante, au dépouillement.

Les bulletins valables sont classés suivant le nom du candidat-membre effectif en faveur duquel un suffrage a été exprimé.

Les bulletins blancs ou nuls sont mis de côté.

Art. 12. Après le dépouillement, le bourgmestre établit la liste des membres effectifs et des suppléants élus.

Art. 13. Un procès-verbal des phases successives des opérations du scrutin et du dépouillement est rédigé séance tenante; il sera transcrit au registre des procès-verbaux du conseil communal.

Il doit mentionner expressément que l'élection a eu lieu au scrutin secret.

Le procès-verbal est signé par le bourgmestre, par les conseillers communaux qui l'assistent et par le secrétaire communal, ainsi que par les conseillers communaux qui en expriment le désir.

Art. 14. Immédiatement après la signature du procès-verbal, le bourgmestre proclame le résultat de l'élection en séance publique.

Art. 15. Le dossier de l'élection est transmis sans délai sous pli recommandé à la députation permanente du conseil provincial. Il comprend deux copies du procès-verbal, accompagnées des bulletins de vote, tant valables que non valables, et toutes les pièces justificatives nécessaires.

Art. 16. L'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics d'aide sociale, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988, est abrogé.

Art. 17. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 733

[C - 98/29116]

12 FEVRIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 34, 36, 38 et 42;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII, donné le 21 janvier 1998;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 5 février 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le ressort du Comité du Secteur XVII — Communauté française — sont créés, pour le Ministère de la Communauté française :

- un comité intermédiaire de concertation;
- douze comités de concertation de base.

Le ressort de ces comités ainsi que leurs présidents sont repris aux annexes 1 et 2 du présent arrêté.

Art. 2. Dans le ressort du Comité de Secteur XVII — Communauté française — sont créés, pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

- un comité intermédiaire de concertation;
- quatre comités de concertation de base.

Le ressort de ces comités ainsi que leurs présidents sont repris aux annexes 3 et 4 du présent arrêté.

Art. 3. Dans le ressort du Comité de Secteur XVII — Communauté française — est créé, pour le Commissariat général aux Relations internationales :

- un comité de concertation de base.

Le ressort de ce comité ainsi que son président sont repris à l'annexe 5 du présent arrêté.

Art. 4. La fonction de président dans chacun des comités intermédiaires de concertation et comités de concertation de base, est exercée par l'agent désigné à l'annexe fixant le ressort du comité concerné.

En cas d'absence ou d'empêchement de cet agent et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, la fonction visée à l'alinéa 1 est exercée par un agent titulaire d'un grade du rang directement inférieur au sien et désigné par lui.

Art. 5. Délégation est accordée au membre du Gouvernement ayant la fonction publique dans ses attributions pour désigner, sur proposition des présidents des comités intermédiaires de concertation et des comités de concertation de base, chacun pour ce qui concerne le(s) comité(s) qu'il préside, les membres de la délégation de l'autorité au sein de ces comités, parmi lesquels le membre précité du Gouvernement choisit le président suppléant lorsque celui-ci n'est pas désigné par le présent arrêté.

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement du 4 novembre 1994 portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents et présidents suppléants est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 février 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Comité intermédiaire de concertation pour le Ministère de la Communauté française

— Ressort : Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Communauté française.

— Président : le secrétaire général ou la secrétaire générale.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Comités de concertation de base pour le Ministère de la Communauté française

Comité de concertation de base n° 1

— Ressort : Services du Secrétariat général.

— Président : Le secrétaire général ou la secrétaire générale.

Comité de concertation de base n° 2

— Ressort : Administration générale de l'Infrastructure.

— Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Infrastructure.

Comité de concertation de base n° 3

§ 1^{er}.

— Ressort : Administration générale de l'Aide à la Jeunesse, de la Santé et du Sport (à l'exception des services extérieurs de l'aide à la jeunesse — Groupes d'Institutions publiques de Protection de la Jeunesse et services de l'aide à la jeunesse et de protection judiciaire — et des services extérieurs de la Direction générale du Sport)

— Président : l'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse, de la Santé et du Sport.

§ 2.

Lorsque les points inscrits à l'ordre du jour d'une réunion concernent exclusivement une seule direction générale, la composition du Comité de concertation de base est fixée comme suit :

— Président : le fonctionnaire général visé au § 1^{er}.

a) Dans l'hypothèse où seule la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse est concernée :

— Président suppléant : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse;

b) Dans l'hypothèse où seule la Direction générale de la Santé est concernée :

— Président suppléant : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale de la Santé;

c) Dans l'hypothèse où seule la Direction générale du Sport est concernée :

— Président suppléant : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale du Sport.

Comité de concertation de base n° 4

— Ressort : Direction générale de l'Aide à la Jeunesse — services extérieurs — Groupes d'Institutions publiques de Protection de la Jeunesse.

— Président : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse.

- Comité de concertation de base n° 5
 — Ressort : Direction générale de l'Aide à la Jeunesse — services extérieurs — services de l'aide à la jeunesse et de protection judiciaire.
 — Président : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale de l'aide à la jeunesse.
- Comité de concertation de base n° 6
 — Ressort : Direction générale du Sport — services extérieurs.
 — Président : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale du Sport.
- Comité de concertation de base n° 7
 — Ressort : Administration générale des personnels de l'enseignement.
 — Président : l'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale des personnels de l'enseignement.
- Comité de concertation de base n° 8
 — Ressort : Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.
 — Président : l'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.
- Comité de concertation de base n° 9
 § 1^{er}.
 — Ressort : Administration générale de la culture et de l'informatique (à l'exception des services extérieurs de la Direction générale de la culture);
 — Président : l'administrateur général ou l'administratrice générale de la Culture et de l'Informatique.
- § 2.
 Lorsque les points inscrits à l'ordre du jour d'une réunion concernent exclusivement une seule entité administrative, la composition du Comité de concertation est fixée comme suit :
- a) Dans l'hypothèse où seul le Service général de l'Informatique et des Statistiques est concerné :
 — Président suppléant : le directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe du Service général de l'Informatique et des Statistiques;
- b) Dans l'hypothèse où seule la Direction générale de la Culture est concernée :
 — Président suppléant : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale de la Culture.
- Comité de concertation de base n° 10
 — Ressort : Direction générale de la Culture — services extérieurs (à l'exception du Musée royal de Mariemont).
 — Président : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale de la Culture.
- Comité de concertation de base n° 11
 — Ressort : Musée royal de Mariemont.
 — Président : le directeur général ou la directrice générale de la Direction générale de la Culture.
- Comité de concertation de base n° 12
 — Ressort : Conseil supérieur de l'Audiovisuel.
 — Président : le ou la secrétaire du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Le Ministre de la Fonction publique,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Comité intermédiaire de Concertation pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance
 — Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance.
 — Président : l'administrateur général ou l'administratrice générale.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Le Ministre de la Fonction publique,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe 4 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Comités de concertation de base pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance
 Comité de concertation de base n° 1
 — Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance — Administration centrale.
 — Président : l'administrateur général ou l'administratrice générale.

Comité de concertation de base n° 2

— Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance — services extérieurs.

— Président : l'administrateur général ou l'administratrice générale.

Comité de concertation de base n° 3

— Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance — Instituts médico-pédagogiques.

— Président : le directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe ayant les services extérieurs dans ses attributions.

Comité de concertation de base n° 4

— Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance — centres d'accueil.

— Président : le directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe ayant les services extérieurs dans ses attributions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe 5 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Comité de concertation de base pour le Commissariat général aux Relations internationales

— Ressort : le Commissariat général aux relations internationales.

— Président : le commissaire général ou la commissaire générale aux relations internationales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 733

[C - 98/29116]

12 FEBRUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op de artikelen 34, 36, 38 en 42;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van Sector XVII, gegeven op 21 januari 1998;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van 5 februari 1998 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — worden opgericht, voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap :

— één tussenoverlegcomité;

— twaalf basisoverlegcomités.

Het gebied van deze comités alsook hun voorzitters worden in de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit bepaald.

Art. 2. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — worden opgericht, voor de "Office de la Naissance et de l'Enfance" :

— één tussenoverlegcomité;

— vier basisoverlegcomités.

Het gebied van deze comités alsook hun voorzitters wordt in de bijlagen 3 en 4 bij dit besluit bepaald.

Art. 3. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — wordt opgericht, voor het "Commissariat général aux Relations internationales" :

— één basisoverlegcomité;

Het gebied van dit comité wordt in bijlage 5 bij dit besluit bepaald.

Art. 4. Voor elk van de tussenoverleg- en basisoverlegcomités, wordt het ambt van voorzitter uitgeoefend door de ambtenaar aangewezen in de bijlage waarin het gebied van het betrokken comité wordt bepaald.

Bij afwezigheid en verhindering van deze ambtenaar en voor zover er geen hoger ambt wordt uitgeoefend, wordt het bij lid 1 bedoeld ambt uitgeoefend door een ambtenaar die titularis is van een graad van een rang rechtstreeks onder de zijne en door hem aangesteld.

Art. 5. Afvaardiging is verleend aan het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren om op de voordracht van de voorzitters van de tussenoverleg- en basisoverlegcomités, elk voor wat het (de) comité(s) betreft waarvan hij het voorzitterschap waarneemt, de leden aan te wijzen van de afvaardiging van de overheid binnen deze comités, onder wie het voormeld lid van de Regering de plaatsvervangende voorzitter kiest wanneer deze laatste niet aangewezen wordt door dit besluit.

Art. 6. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1994 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 februari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage 1 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

Tussenoverlegcomité voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap

— Gebied : Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van de Franse Gemeenschap.

— Voorzitter : de secretaris-generaal.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage 2 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

Basisoverlegcomités voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap

Basisoverlegcomité nr. 1.

— Gebied : Diensten van het Secretariaat-generaal.

— Voorzitter : de secretaris-generaal.

Basisoverlegcomité nr. 2.

— Gebied : Algemeen Bestuur Infrastructuur.

— Voorzitter : de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Infrastructuur

Basisoverlegcomité nr. 3.

— Gebied : Algemeen Bestuur voor Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport (met uitzondering van de buitendiensten van de hulpverlening aan de jeugd — Groep overheidsinstellingen voor hulpverlening aan de jeugd en diensten voor hulpverlening aan de jeugd en gerechtelijke bescherming — en van de buitendiensten van de Algemene Directie Sport

— Voorzitter : de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport.

§ 2. Indien de op de agenda van een vergadering voorkomende punten uitsluitend betrekking hebben op één Algemene Directie, wordt de samenstelling van het overlegcomité als volgt vastgelegd :

— Voorzitter : de ambtenaar-generaal bedoeld bij § 1.

a) indien enkel de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd erbij betrokken is :

— Plaatsvervangend voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd.

b) indien enkel de Algemene Directie Gezondheid erbij betrokken is :

— Plaatsvervangend voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Gezondheid

c) indien enkel de Algemene Directie Sport erbij betrokken is :

— Plaatsvervangend voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Sport.

Basisoverlegcomité nr. 4.

— Gebied : Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd — buitendiensten — Groep Overheidsinstellingen voor hulpverlening aan de jeugd.

— Voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd.

- Basisoverlegcomité nr. 5.
— Gebied : Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd — buitendiensten — Diensten voor hulpverlening aan de jeugd en gerechtelijke bescherming.
— Voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie voor Hulpverlening aan de Jeugd.
- Basisoverlegcomité nr. 6.
— Gebied : Algemene Directie Sport — buitendiensten.
— Voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Sport.
- Basisoverlegcomité nr. 7.
— Gebied : Algemeen Bestuur van het Onderwijspersoneel.
— Voorzitter : de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur van het Onderwijspersoneel.
- Basisoverlegcomité nr. 8.
— Gebied : Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.
— Voorzitter : de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.
- Basisoverlegcomité nr. 9.
— Gebied : Algemeen Bestuur Cultuur en Informatica (met uitzondering van de buitendiensten van de Algemene Directie Cultuur).
— Voorzitter : de administrateur-generaal van de Algemene Directie Cultuur en Informatica.

§ 2. Indien de op de agenda van een vergadering voorkomende punten uitsluitend betrekking hebben op één bestuurs eenheid, wordt de samenstelling van het overlegcomité als volgt vastgelegd :

- a) indien enkel de Algemene Dienst Informatica en Statistieken erbij betrokken is :
— Plaatsvervangend voorzitter : de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Informatica en Statistieken.
- b) indien enkel de Algemene Directie Cultuur erbij betrokken is :
— Plaatsvervangend voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Cultuur.
- Basisoverlegcomité nr. 10.
— Gebied : Algemene Directie Cultuur — buitendiensten (met uitzondering van het Koninklijk Museum Mariemont).
— Voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Cultuur.
- Basisoverlegcomité nr. 11.
— Gebied : Koninklijk Museum Mariemont.
— Voorzitter : de directeur-generaal van de Algemene Directie Cultuur.
- Basisoverlegcomité nr. 12.
— Gebied : Algemene Directie Audiovisuele Sector
— Voorzitter : de secretaris van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector.
- Gezien om te worden gevoegd het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage 3 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

Tussenoverlegcomité voor de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Gebied : "Office de la Naissance et de l'Enfance".
— Voorzitter : de administrateur-generaal.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage 4 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

Basisoverlegcomités voor "de Office de la Naissance et de l'Enfance".

Basisoverlegcomité nr. 1.

— Gebied : "Office de la Naissance et de l'Enfance" — hoofdbestuur.
— Voorzitter : de administrateur-generaal.

Basisoverlegcomité nr. 2.

— Gebied : "Office de la Naissance et de l'Enfance" — buitendiensten.
— Voorzitter : De administrateur-generaal

Basisoverlegcomité nr. 3.

— Gebied : "Office de la Naissance et de l'Enfance" — Medisch-pedagogische instituten.

— Voorzitter : de adjunct-directeur-generaal tot wiens bevoegdheid de buitendiensten behoren.

Basisoverlegcomité nr. 4.

— Gebied : "Office de la Naissance et de l'Enfance" — opvangcentra.

— Voorzitter : De adjunct-directeur-generaal tot wiens bevoegdheid de buitendiensten behoren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage 5 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

Basisoverlegcomité voor het "Commissariat général aux Relations internationales"

— Gebied : "Commissariat général aux Relations internationales" :

— Voorzitter : de algemene commissaris voor Internationale Betrekkingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 734

[S - C - 98/27174]

12 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 7^e, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient sans délai de maîtriser les nuisances nocturnes provoquées par l'activité aéroportuaire à Liège-Bierset et à Charleroi-Bruxelles Sud par une limitation la nuit des mouvements des aéronefs; qu'en effet, depuis le 1^{er} mars 1998, des activités aéroportuaires de grande ampleur se développent sur le site des aéroports précités et appellent des remèdes urgents et adéquats, ce qui est l'objet du présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'aéroport de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud, le décollage et l'atterrissage des aéronefs classés « Chapitre 2 » selon les critères publiés dans l'annexe 16 à la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, et approuvée par la loi du 30 avril 1947, sont interdits entre 23 et 7 heures (heure locale).

Art. 2. Sont exclus de cette interdiction :

1° le décollage et l'atterrissage des aéronefs transportant des membres de la Famille royale belge, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements régionaux et communautaires et des familles royales étrangères, des chefs d'États ou des chefs de Gouvernements étrangers, le président et les commissaires de l'Union européenne, en mission officielle;

2° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions en cas de sinistre ou d'assistance médicale;

3° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions militaires;

4° les décollages et atterrissages s'effectuant dans des circonstances exceptionnelles telles que :

a) lors de vols pour lesquels il y a un danger immédiat pour la vie ou la santé, tant des hommes que des animaux;

b) lorsque des vols sont déviés vers l'aéroport de Liège-Bierset ou de Charleroi-Bruxelles Sud pour des raisons météorologiques ou autres.

Art. 3. Le Ministre des Transports ou son délégué peut, à titre exceptionnel et sur demande explicitement justifiée, autoriser le décollage ou l'atterrissage d'un appareil interdit en vertu de l'article 1^{er}.